

# Emmanuel Macron, un départ attendu

Le ministre de l'Économie Emmanuel Macron a annoncé, hier, son départ du gouvernement. Michel Sapin, ex-président de la région Centre, prend sa place.

Caroline Bozec

caroline.bozec@centrefrance.com

« Logique » ; « On l'attendait » ; « Je ne suis pas étonné »... La démission d'Emmanuel Macron n'a guère surpris la gauche loirétaine, hier.

Après plusieurs mois de rumeurs, le ministre de l'Économie Emmanuel Macron a franchi le pas, officialisant son départ du gouvernement au cours d'un discours aux accents de campagne présidentielle – sans déclaration officielle (lire pages 35 et 36). Il va désormais pouvoir se vouer au mouvement « En avant ! », qu'il a créé en avril dernier. Peu avant de prendre un bain de foule à Orléans à l'occasion de l'inauguration des Fêtes johanniques, le 8 mai.



DÉMISSIONNAIRE. Emmanuel Macron claque la porte. AFP



NOMINATION. Michel Sapin, nouveau ministre de l'Économie.

8 MAI 2016...

Le 8 mai, à Orléans, l'invité d'honneur des Fêtes johanniques a assis son statut de présidentiable. « Dire cela, c'est aller un peu vite. Cela bruissait déjà lors de la création de son mouvement. Mais il a pu se voir confirmer que la population avait un appétit pour un homme nouveau », estimait, hier, Olivier Carré, maire (LR). Il ne cache d'ailleurs pas « qu'un duel Le Maire-Macron aurait une autre "gueule" qu'un duel Sarkozy-Hollande que les états-majors, par des mécaniques politico-médiatiques, arrivent à conduire en dehors de la volonté des Français. Il pourrait y avoir un déclin des Français. C'est ce que l'on veut faire avec Bruno Le Maire à droite, et Emmanuel Macron aussi. Mais, lui, en dehors des primaires. Il n'est pas évident que les socialistes soient prêts à le suivre. Après la présidentielle, une majorité issue de la politique partisane se dégagera aux législatives... Il n'est pas facile de s'en exonérer ».

Olivier Carré avait invité Emmanuel Macron avant la création d'« En marche ! » : « Mon objectif était qu'un ministre en exercice, qui représente une lecture audacieuse de la vie publique, parle du renouveau en politique et de sujets dont il n'avait pas l'habitude de parler. Il souhaitait sortir des dossiers économiques. Peu de gens avaient identifié qu'il avait beaucoup travaillé sur la mémoire collective et l'histoire, sous l'angle philosophique. Il était aussi d'accord pour affirmer que Jeanne d'Arc n'est pas l'apanage du FN ». Emmanuel Macron est allé au-delà : « Jeanne fend le système ». Pensait-il déjà, comme des commentateurs l'ont suggéré, à sa propre trajectoire ?

veut aller au bout de sa démarche ». Apparemment convaincu des ambitions présidentielles d'Emmanuel Macron, il espère « qu'il va s'inscrire dans le processus des primaires de gauche ; être à la fois de droite et de gauche n'est pas souhaitable... »

« C'est très sain. Il a fait

du bon travail, mais, s'il n'est pas à l'aise avec la ligne du gouvernement, il fallait partir », juge le 1<sup>er</sup> secrétaire fédéral, Olivier Frézot.

## Désapprobation

Pas étonnée non plus, l'élue orléanaise Corinne Leveux-Teixeira, « compte tenu de ses am-

bitions affichées. Je parle en mon nom seulement, mais je pense que l'erreur était de le faire entrer dans ce gouvernement ».

Le sénateur Jean-Pierre Sueur est le seul à désapprouver. « Je le connais, c'est un homme brillant, réformateur, qui a des idées utiles pour la Répu-

blique, et qui a eu la force de faire passer des réformes. Mais je ne partage pas sa stratégie, et je le lui ai dit. Il est dans un gouvernement, dans un rapport de loyauté à l'égard du président, il devrait continuer jusqu'à la fin du quinquennat. » Il n'a pas été entendu... ■

## ■ Michel Sapin, un nouveau ministre « dans la logique des choses »

À la place du ministre de l'Économie trublion, a été nommé l'indéfectible Michel Sapin. Déjà ministre des Finances, celui-ci va se trouver à la tête du grand ministère de l'Économie et des Finances qu'il ambitionnait. Cette nomination n'étonne pas plus que le départ de son prédécesseur. « François Hollande a choisi un ami loyal à ses côtés, à un poste clef (ils sont sortis de la même promotion de l'ENA, *ndlr*). On restera ainsi dans la continuité de ce qui a été mis en œuvre, on ne s'attendait pas à autre chose », estime Corinne Leveux-Teixeira. « C'est dans la logique des choses », renchérit Jean-Pierre Sueur. D'autant plus que Michel Sapin a déjà tenu ce double portefeuille sous la présidence de François Mitterrand, d'avril 1992 à mars 1993.

« Sa nomination est la bienvenue, note Olivier Frézot. Il a de l'expérience, et on a pu apprécier ses talents dans notre région ».

Michel Sapin a été député de l'Indre de 1981 à 1986 et de 2007 à 2012, et président du conseil régional de 1998 à 2002 et de 2004 à 2007. Un poste qu'il a délaissé pour devenir ministre. Michel Sapin s'est trouvé au cœur de polémiques, ces derniers mois. En mai, il avait surnommé Emmanuel Macron « le taré du troisième étage de Bercy ». Il y a trois semaines à peine, il a été critiqué suite à la nomination comme directeur de son cabinet (comme sous Mitterrand) de Thierry Aulagnon, ancien haut dirigeant de la Société générale. Un choix contesté, en plein cœur de l'affaire Kerviel...

« Il pourra se consacrer à ses projets »

« On l'attendait plus tôt », se réjouit Julie Lagui, co-coordinatrice du mouvement « En avant », à Orléans. « Au gouvernement, il y avait des ambiguïtés qu'il fallait éclaircir. Il pourra désormais se consacrer à ses projets ».

Nicolas Charnelet, 2<sup>e</sup> secrétaire fédéral du PS, n'est « pas étonné, il était dans une position intenable. Là, il montre qu'il